

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2020

### Délibération n° 2020-163- DC

Date d'affichage :

**Le 2 octobre 2020**

Effectif statutaire : 81  
Membres en exercice : 81  
Quorum : 41  
Présents : 70  
Excusé(s) : 7  
Dont représenté(s) : 7  
Absent(s) : 4

Nombre de votants : 77

Secrétaires de séance :

Colette GAGNEUX de Doué-en-  
Anjou et Eric MOUSSERION  
d'Antoigné

Le premier octobre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Espace culturel le Cube - Longué-Jumelles, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre septembre deux mille vingt.

#### **Présents : (70)**

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAT, Pierre-Yves DELAMARE, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDE, Benoit LAMY, Géraldine LE COZ, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Patricia VILLARME.

#### **Dont suppléé(s) remplacé(s) :**

Guillaume MARTIN par Guy LANDAIS, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLLIER, Fabrice BARDY par Marie-Odile LE MERCIER

#### **Excusés : (7)**

Jean-Philippe RETIF, Bertrand CHANDOUINEAU, Marie-Luce DURAND, Gaëlle FAURE, Nathalie LIEBAULT, Noël NERON, Sylvie TAUGOURDEAU

#### **Dont excusés ayant donné pouvoir : (7)**

Jean-Philippe RETIF à Christian RUAULT, Bertrand CHANDOUINEAU à Patricia VILLARME, Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Nathalie LIEBAULT à Thomas GUILMET, Noël NERON à Béatrice GUILLON, Sylvie TAUGOURDEAU à Grégory PIERRE.

#### **Absents : (4)**

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Emmanuel BRAULT, Christophe CARDET, Bernard HENRY

### **SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE - SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT - PROCÉDURE DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC - APPROBATION DU CHOIX DU DÉLÉGATAIRE ET AUTORISATION DE SIGNER LE CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) exerce les compétences eau potable et assainissement collectif sur l'intégralité de son territoire. L'héritage de ces deux services, suite à la dissolution des syndicats historiques sur le périmètre de la CASVL, entraîne une disparité de niveau de compétences à l'échelle de la Communauté d'Agglomération. L'échéance globalisée des divers contrats de délégation de service public eau et assainissement au 31 décembre 2020 a imposé à la Communauté d'Agglomération de mener une réflexion sur le futur mode de gestion du service public conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales.

#### **I – RAPPEL DE LA PROCEDURE**

Le Conseil Communautaire, par délibération n°2019/023 DC du jeudi 28 mars 2019 a entériné les choix de gouvernance suivants:

- L'allotissement géographique entre le secteur Nord de l'agglomération et le secteur Sud de l'Agglomération
- L'unicité de gestion via un véhicule juridique unique sur les deux secteurs

Le Conseil Communautaire, par délibération n°2019/104 DC du 26 septembre 2019, a délibéré sur le principe d'une gestion déléguée sur le secteur Sud de l'Agglomération, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, et au vu des avis favorables émis par la commission consultative des services publics locaux du 16 septembre 2019 et du comité technique du 26 septembre 2019.

La consultation a été engagée conformément aux articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ainsi qu'aux prescriptions du Code de la Commande Publique.

Cette consultation a fait l'objet d'un avis d'appel public à la candidature en date du 18/10/2019 publié au BOAMP, JOUE ainsi que dans le Moniteur des TP.

La date limite de réception des plis avait été fixée au 17 décembre 2019 à 12h00.

3 plis ont été réceptionnés par la CASVL :

- Saur
- Suez Eau France
- Veolia Eau

En application de l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission Concession a procédé à l'ouverture des plis de candidature afin d'établir la liste des candidats admis à présenter une offre. Lors de sa réunion du 17 décembre 2019, la Commission Concession a procédé à l'ouverture des plis de candidature et a enregistré le contenu des candidatures présentées. Lors de sa réunion du 19 décembre 2019 matin, la Commission Concession après analyse des candidatures a admis les trois candidats SAUR, Suez et Veolia à présenter une offre. Lors de sa réunion du 19 décembre 2019 après-midi, la Commission Concession a ouvert les trois offres des candidats reçus le 17 décembre 2019. Lors de sa réunion du 17 janvier 2020, la Commission Concession, après analyse des offres initiales des candidats, a autorisé l'autorité habilitée à signer la convention de concession de service public à engager des négociations avec les trois soumissionnaires : Saur, Suez et Veolia.

Suite à l'avis rendu par la Commission Concession trois séances de négociation, avec chacun des candidats, ont été organisées :

- Séance n°1 – Le 29 janvier 2020. Les candidats étaient invités à présenter oralement à l'aide de tout support qu'ils estimaient nécessaires leurs offres, aucune question n'a été posée aux candidats en amont.
- Séance n°2 – Les 12 et 13 février 2020. Les candidats avaient tous reçus une liste de questions portant sur l'ensemble des aspects de leurs offres et étaient invités à proposer des réponses écrites à celles-ci en amont de la séance. La séance était axée, pour chacun des candidats autour des éléments techniques et financiers de leurs offres. A la suite de cette séance les candidats ont été invités à remettre une offre améliorée le 26 février pour le candidat reçu le 12 mars et le 27 février pour les candidats reçus le 13 mars
- Séance n°3 – Le 4 mars 2020. Les candidats avaient tous reçus une liste de questions relatives aux éléments financiers de leurs offres améliorées. La séance était axée, pour chacun des candidats, autour des éléments financiers de leurs offres

Chaque candidat a disposé, au cours de chaque séance, du même temps de discussion (Séance n°1 – 2H, Séance n°2 – 4h, Séance n°3 – 2h) et les ordres de passage ont été, pour chaque séance, tirés au sort. A la suite de la séance du 4 mars 2020 (séance n°3), chacun des candidats a été invité, dans un délai de 2h15 à l'issue de la séance, à remettre une offre finale sur la plateforme de dématérialisation de la Communauté d'Agglomération.

Chacun des candidats a remis une offre finale en temps et en heure, les offres ont été téléchargées par la Communauté d'Agglomération le lendemain matin soit le jeudi 5 mars 2020.

## **II - MOTIFS DU CHOIX DE L'ENTREPRISE RETENUE – Détails dans le rapport annexé à la délibération**

En application de l'article 9.2 du règlement de la consultation et des dispositions de l'article R3124-5 du Code de la Commande Publique, les critères hiérarchisés étaient les suivants :

- Critère n°1 – Conditions financières de l'exécution du contrat
- Critère n°2 – Conditions techniques d'exécution
- Critère n°3 – Service à l'utilisateur
- Critère n°4 – Gouvernance et transparence

Les variantes n'ont pas été autorisées dans le cadre du règlement de la consultation.

Dans le cadre de la présente procédure, il n'était pas prévu d'option au sens courant du terme à savoir des prestations complémentaires que les candidats seraient tenus de proposer dans leur offre et que la CASVL se réserverait la possibilité de demander, en complément de l'offre de base.

Les offres finales remises par chacun des trois candidats admis à participer aux négociations ont été évaluées selon ces critères.

Au vu des quatre critères mentionnés ci-dessus, l'offre de la société SAUR apparaît comme étant la plus avantageuse pour la Communauté d'Agglomération.

En effet, au regard des éléments présentés dans le rapport du Président annexé à la présente délibération l'offre du candidat SAUR arrive :

- En 2<sup>ème</sup> position sur le critère n°1
- En 1<sup>ère</sup> position sur le critère n°2
- En 1<sup>ème</sup> position sur le critère n°3
- En 2<sup>ème</sup> position sur le critère n°4

### III – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU CONTRAT

La concession de service public envisagé présente les principales caractéristiques suivantes :

- Exploitation du service public de l'eau et du service public de l'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération sur la partie Sud du périmètre
- Durée de 10 ans pour une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021
- L'exploitation des services concédés inclut l'exploitation, l'entretien et la surveillance des installations, la réalisation des travaux qui incombent au Délégataire, la prise en charge des relations avec les usagers du service, la facturation des services, le droit d'exécuter des activités accessoires aux missions de service public qui lui sont confiées, dans les strictes conditions définies par le contrat
- La CASVL conserve un pouvoir de contrôle des services délégués et dispose à cet effet contractuellement de pouvoirs très étendus notamment en termes d'accès aux données d'exploitation, de reporting, de contrôle des tarifs appliqués aux usagers
- Le chiffre d'affaire prévisionnel de la concession est de 99 851 703 €

Ceci exposé,

**Vu** les articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les dispositions du Code de la Commande Publique,

**Vu** la délibération n°2019/104 DC du 26 septembre 2019 portant approbation du principe du recours à une concession de service public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif et de l'eau potable du périmètre sud de la CASVL,

**Vu** l'avis du Comité Technique en date du 26 septembre 2019,

**Vu** l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 16 septembre 2019

**Vu** le rapport du Président présentant les motifs du choix du concessionnaire et de l'économie globale du contrat annexé à la présente délibération,

**Vu** le règlement de la consultation,

**Entendu** le rapport de présentation,

#### Considérant

- Que les contrats actuels de délégations de service public de l'assainissement collectif, de l'eau potable sur le périmètre Sud de la Communauté d'Agglomération arrivent à échéance au 31 décembre 2020
- Le choix de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de recourir à une concession de service public pour l'exploitation de ses services publics d'eau et d'assainissement collectif sur le périmètre Sud de l'Agglomération pour une durée de 10 ans
- Les différentes étapes de la procédure de concession de service public intervenues depuis la délibération n°2019/104 DC du 26 septembre 2019
- Le rapport du Président, annexé à la présente délibération

Aussi ,

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'ATTRIBUER** le contrat de concession de service public de l'eau et de l'assainissement collectif du périmètre Sud de la Communauté d'Agglomération à la société SAUR ;
- **D'APPROUVER** le contrat de concession à conclure avec la société SAUR, ce dernier étant consultable au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ledit contrat ainsi que toutes pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

La délibération est adoptée. On note 54 voix Pour et 8 voix Contre, Abstention : 15.

Résultat des votes : Pour = 54 ; Contre = 8 ; Abstention = 15

Date de transmission en sous-préfecture :

2 octobre 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 4ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	1. Commande publique	1.2 Délégations de service public – 1.2.1 délibération
-------------------	----------------------	--

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*